

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 20/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MINERAL TEK (ex EXTRACTHIVE)**

1637 Chemin de la Montagne  
84700 Sorgues

Références : D-0157-2026  
Code AIOT : 0006400369

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement MINERAL TEK (ex EXTRACTHIVE) implanté 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINERAL TEK (ex EXTRACTHIVE)
- 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral complémentaire du 07/06/2024, la société MINERAL TEK a été autorisée à reprendre l'exploitation de l'installation de recyclage et valorisation de déchets céramiques et réfractaires, précédemment exploitée par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING depuis 2017 sur la commune de Sorgues, suite à sa liquidation judiciaire. Cette dernière avait elle-même repris l'usine suite à la liquidation judiciaire de la société Les Abrasifs du Midi qui exploitait l'usine depuis 1965.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime général de l'autorisation, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2019 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/09/2019.

Sur une plateforme de près de 3 ha, le site industriel se compose de plusieurs bâtiments. Le périmètre du site s'étend sur environ 8 ha, dans un environnement boisé (au Nord, à l'Est et au Sud).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie / réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan d'action environnemental / 3ème échéance	AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 3.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 4.3.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 14 avril 2026 des écarts ont été relevés. Des demandes d'actions

correctives et de justifications ont été formulées. Considérant les engagements pris par l'exploitant, il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives.

L'inspection a pu constater l'important travail engagé de mise au propre du site et de remise à niveau des installations, qui va encore se poursuivre, avec notamment la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie, les mises en conformité électriques et la reprise complète du quai de chargement.

Par ailleurs, la prévention de l'émission de poussières constitue un véritable axe d'amélioration sur lequel l'exploitant doit travailler.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin d'orage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées pour être traitées via un décanteur séparateur d'hydrocarbures permettant un débit de 235 l/s puis rejetées dans un bassin d'infiltration de 3 000 m <sup>3</sup> après passage par un bassin d'orage de 900 m <sup>3</sup> . [...]
<b>Constats :</b>  À l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2025, il a été demandé à l'exploitant d'achever la remise en état du bassin d'orage.  <u>Documents transmis par courriel du 10/11/2025 :</u> - facture du 01/08/2025 établie par la société FSE (France Sud Étanchéité) relative aux travaux d'étanchéité du bassin, fourniture et pose et à la sécurité du bassin, - deux photos du bassin achevé.  <u>Constats réalisés lors de la visite d'inspection du 14/04/2026 :</u> La remise en état du bassin d'orage a été achevée. Ce dernier est sécurisé par une clôture périphérique et muni d'un portillon fermé par une chaîne et un cadenas. L'exploitant a repris la pente de la piste limitrophe pour aménager une plateforme stable à proximité immédiate du bassin de façon à pouvoir positionner une pelle mécanique pour l'entretien du bassin (enlèvement des dépôts secs avec le godet).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie / réserve d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant dispose à minima de :

[...] - une réserve d'eau d'un volume total de 320 m3 munie de 2 raccords pompiers diamètre 100 mm. [...]

#### **Constats :**

À l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2025, il a été demandé à l'exploitant :

- de proposer au service d'intervention du SDIS une visite du site de Sorgues. Cette visite permettra notamment de :
- présenter le travail effectué sur la partie boisée du site avec l'évacuation des meules sur la partie supérieure du site et donc la suppression du risque incendie associé sur la partie boisée, ainsi que le débroussaillage réalisé de la zone,
- vérifier l'adéquation des raccords pompiers et de la borne incendie d'aspiration mis en place avec leur matériel d'intervention.
- leur transmettre une copie du plan de secours actualisé du site.
- de prévoir l'entretien de son bassin de réserve incendie lors de la prochaine période hivernale (dépôt de vase visible en fond de bassin).

#### Constats réalisés lors de la visite d'inspection du 14/04/2026 :

Le service d'intervention du SDIS n'a pas réalisé de visite du site exploité par MINERAL TEK, malgré la demande formulée par l'exploitant par courriel du 29/04/2025.

L'exploitant n'a pas fourni le procès-verbal de réception de la bâche souple et du poteau d'aspiration.

L'exploitant déclare que le SDIS effectuera une visite sur site dès lors que les remarques émises dans leur rapport du 11/08/2022 auront été prises en compte. L'exploitant s'est procuré ce rapport auprès du précédent exploitant du site (EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING).

Il déclare avoir pris en compte l'ensemble des remarques formulées à l'exception d'une dernière remarque à lever relative à la présence de murs coupe-feu à l'intérieur des bâtiments : « la surface maximale non recoupée au sein des bâtiments, par des murs coupe-feu de degré 2h n'est pas connue ». L'exploitant précise que le site existe depuis 65 ans et déclare méconnaître les obligations réglementaires s'imposant à ses installations en matière de tenue aux feu des bâtiments.

L'arrêté préfectoral du 04/01/2019 réglementant les activités du site ne fixent pas de dispositions en matière de comportement au feu des locaux. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de vérifier les dispositions issues des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ses installations au regard des rubriques visées dans son autorisation préfectorale. L'exploitant a également été questionné sur le contenu à ce sujet de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation d'exploiter qui avait donné lieu à l'époque à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/06/2000. L'exploitant ayant repris en 2024 l'activité précédemment exploitée par EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING, puis antérieurement par Les Abrasifs du Midi, s'est engagé à essayer de récupérer ce dossier historique.

Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir engagé un travail de mise en conformité du site au regard du référentiel APSAD R4 Extincteurs portatifs et mobiles. Il a présenté à cet effet un premier devis en date du 27/02/2026 établi par le prestataire Qualifeu et un second devis en date du 19/03/2026 établi par la société API Agence Protection Incendie (Carpentras). Ce second devis, relatif à une prestation de mise aux normes de l'établissement contre les incendies selon le référentiel APSAD R4, a été validé le 25/03/2026. L'exploitant a présenté la facture du 28/03/2026 relative à l'acompte payé et l'échange de courriel avec la société API qui s'est engagée à intervenir aux alentours de la semaine 22 (soit fin mai 2026). Il s'agit d'une importante mise à

niveau du site avec de nombreux extincteurs à ajouter et le remplacement de plusieurs autres. La visite de terrain a permis de constater que le niveau d'eau contenue dans la réserve incendie est à son point haut, qu'il n'est pas identifié de dépôt en fond de bassin et que les abords de ce bassin ont fait l'objet d'un entretien permettant son accès sans aucune difficulté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- de mettre en conformité ses installations en s'équipant d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, répartis judicieusement dans l'établissement conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 04/01/2019.
- de fournir le procès-verbal de réception de la bache souple et du poteau d'aspiration présents à proximité de l'accès pompiers.
- d'informer l'Inspection des observations éventuelles qui pourraient être formulées par les services du SDIS à l'issue de leur déplacement sur le site de Sorgues, en lien avec la prise en compte des remarques émises dans leur rapport du 11/08/2022.
- d'identifier les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, de transmettre le plan correspondant conformément aux dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 04/01/2019 et de justifier la conformité des locaux à risque incendie en matière de comportement au feu au regard de la réglementation applicable aux installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Plan d'action environnemental / 3ème échéance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Evacuation de déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions définies ci-dessous concourant à la gestion des déchets présents sur le site à la date de la reprise des activités, selon le calendrier fixé : sous un **délai de 6 mois** à compter de l'autorisation de changement d'exploitant :

- toutes les meules stockées dans la partie boisée du site sont retirées pour être pesées, triées et stockées en partie haute de l'usine, dans des conditions permettant de prévenir toute pollution du milieu. L'exploitant met en oeuvre les moyens de défense incendie adaptés durant les opérations de retrait des déchets de la partie boisée.

[...]

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 15/04/2025, l'exploitant avait indiqué que les prochaines étapes consisteraient à procéder au tri et à la valorisation des meules usagées extraites de la partie boisée, selon le programme suivant :

- pour le tri, location d'un crible avec tapis de tri à positionner à proximité du stock de meules,
- réalisé par campagnes successives de tri suivi de ventes,
- ferrailles issues des meules mises de côté pour valorisation matière.

Durée estimée : mois, voire année

Constats réalisés lors de la visite d'inspection du 14/04/2026 :

Le stock de meules usagées rapatriées sur la plateforme haute du site n'a pas évolué depuis la précédente visite du 15/04/2025.

L'exploitant déclare que l'ensemble est valorisable, notamment dans la fabrication du ciment et des réfractaires, à l'exception de la terre et des cailloux qui seront évacués après criblage. Début 2026, il a fait l'acquisition d'une pelle mécanique avec grappin pour procéder au tri. Une première campagne de tri est prévue à l'été 2026 avec le recrutement de personnels en contrat saisonnier. Depuis la précédente visite, l'exploitant a poursuivi un important travail de mise au propre du site et de remise à niveau des installations. En particulier, l'extrémité sud de la partie boisée a été nettoyée et de l'ordre de 250 t de déchets de réfractaire ont été déplacés. L'exploitant estime qu'il reste environ une dizaine de tonnes à sortir de la partie basse. Il procédera ensuite au nivellement de la zone avec une pente appropriée permettant de canaliser les eaux de ruissellement vers l'ouvrage de collecte.

Documents fournis : facture du 14/10/2025 établie par la société RIEU Environnement relative à la seconde tranche de nettoyage de la partie boisée du site et facture du 13/04/2026 de cette même société relative à l'abattage de trois pins (risque de chute).

Sur les conseils de ce prestataire, une voie au milieu de la partie boisée a été débroussaillée pour constituer une « barrière » à la propagation d'un feu.

L'exploitant a également procédé au remplacement de la pompe du forage, à la dépose de câbles électriques inutilisés dans le bâtiment B, à la réfection complète de la partie électrique de l'Alsineur (broyeur à boulets) utilisé pour du broyage très fin, à la modernisation du bardage et des façades du bâtiment B ainsi que de l'entrée du site.

Le prochain chantier au programme concerne la reprise complète du quai de chargement. Il est également prévu la mise en place d'un silo de 60 m<sup>3</sup> pour le stockage des matières premières et que le site s'équipe d'une seconde bigbagueuse (réalisée en partenariat avec le lycée technique de Carpentras).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre l'important travail engagé de remise à niveau du site.

L'exploitant justifiera que le nettoyage de la partie basse (évacuation des dernières tonnes de déchets et reprofilage de la zone) est achevé sous 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Valeurs limites des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières totales

**Prescription contrôlée :**

[...] Les effluents gazeux canalisés doivent respecter les valeurs limites suivantes en poussières

totales :

- tamisage : .....60 mg/Nm<sup>3</sup>
- autres installations : .....20 mg/Nm<sup>3</sup>

Le flux de poussières de l'ensemble des rejets canalisés ne doit pas excéder 0.6 kg/h.

La concentration en poussières de l'air ambiant mesurée au centre de l'établissement, entre les bâtiments D, E, F et G, et à plus de 5 m de ces bâtiments, ne doit pas dépasser 50 mg/m<sup>3</sup>.

### Constats :

À l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2025, il a été demandé à l'exploitant :

- de faire réaliser un contrôle des rejets atmosphériques sur chaque rejet canalisé et dans l'air ambiant et de transmettre les résultats obtenus
- de justifier le respect des valeurs limites réglementaires applicables aux installations. Le cas échéant, les résultats devront être accompagnés d'un plan d'actions visant une mise en conformité de l'équipement.
- de transmettre un plan du site avec les points de prélèvement et les équipements auxquels ils correspondent.

Dans son courriel en réponse du 10/11/2025, l'exploitant indiquait que le mesurage programmé par la société APAVE fin septembre 2025 était reporté à début janvier 2026.

Ce mesurage devait concerner 4 dépoussiéreurs et 3 points de captage de l'air ambiant.

### Constats réalisés lors de la visite d'inspection du 14/04/2026 :

Le mesurage des effluents canalisés a été réalisé. En revanche, le mesurage de la concentration en poussières de l'air ambiant n'a pas été réalisé.

Documents fournis :

- rapport de mesure du 24/03/2026 de l'organisme Apave relatif aux mesurages des rejets atmosphériques réalisés les 19 et 20/01/2026.
- offre commerciale du 01/08/2025 rédigée par l'Apave intégrant également les mesures de l'air ambiant avec le bon pour accord de l'exploitant en date du 17/10/2025.
- courriel de l'Apave informant l'exploitant de la pose des capteurs programmée le 20/04/2026 et de leur retrait le 20/05/2026.

Les mesures sur rejets canalisés ont porté sur les dépoussiéreurs équipant les 4 installations suivantes :

Poussières totales :	Concentration (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux massique (en kg/h)



ALAG	7,74	0,043
PP304	0,22	0,003
Palettiseur	0,77	0,002
Raffin	3,19	0,006

Le rapport indique que les mesures ne sont pas couvertes par l'accréditation COFRAC du fait qu'elles ont été réalisées au débouché des émissaires.

Les valeurs obtenues sont inférieures aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le rapport ne comporte pas de plan du site sur lequel les installations ayant fait l'objet des mesures sont localisées et identifiées, ni de photo de ces équipements.

Lors de la visite de terrain, réalisée lors de conditions de vent soutenu, il est constaté l'envol de poussières en extérieur en particulier au niveau du bâtiment F. Les languettes de protection étant relevées une poussière fine liée au broyage de matériaux se dégage. L'intérieur du bâtiment G abritant le dépoussiéreur Raffin est d'ailleurs particulièrement empoussière.

Il est constaté que le déplacement des engins de manutention génère également des envols de poussières importants.

La prévention de l'émission de poussières constitue un véritable axe d'amélioration sur lequel l'exploitant doit travailler.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- de transmettre le rapport de mesure de la concentration en poussières de l'air ambiant.
- d'accompagner les rapports de mesures des rejets atmosphériques (canalisé et ambiant) d'un plan du site permettant de localiser les points de prélèvements.
- de mettre en œuvre des actions correctives visant à prévenir et limiter les envols de poussières sur le site et dans son environnement, avec une attention particulière à porter au niveau du bâtiment F, de la zone du dépoussiéreur Raffin et des zones de circulation des engins.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Registre déchets sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité

### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé

ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;  
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Initialement ce point de contrôle visait à vérifier la tenue du registre des déchets entrants (article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021). Un second point de contrôle visant à vérifier les déchets admis selon l'article 8.1.1 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/09/2019 était également prévu.

Mais, lors de la visite d'inspection du 14/04/2026, l'exploitant a déclaré ne pas avoir réceptionné un seul déchet depuis la reprise de l'activité en 2024. La priorité pour lui étant de traiter les déchets déjà présents dans l'enceinte du site. Il déclare que les matières entrantes dans ses installations n'ont pas le statut de déchet. L'activité est actuellement tournée vers la réalisation de prestations à façon pour divers clients consistant à des opérations de broyage, criblage, ensachage et mélange de produits minéraux.

La vérification a donc porté sur la tenue d'un registre des déchets sortants.

L'exploitant a présenté le registre qu'il tient depuis son arrivée en 2024. Cinq évacuations de déchets sont référencées : des DIB (déchet industriel banal) et du fer.

L'exploitant déclare que les déchets de type DIB sont évacués en mélange, que l'opération de tri est ensuite réalisée par l'entreprise PAPREC dans leur installation.

Certaines informations sont à compléter : le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié, ainsi que le code du traitement qui va être opéré dans l'installation de destination.

Interrogé sur le statut des poussières collectées par les dépoussiéreurs, l'exploitant déclare qu'il ne s'agit pas de déchets et qu'elles sont reprises au même titre que les matériaux par les clients. Lors de la visite de terrain, la benne de collecte des DIB a été identifiée sur la plateforme haute.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- compléter le registre des déchets sortants de façon à ce qu'il contienne les informations exigées au titre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé.

- préciser l'ensemble des typologies de matériaux réceptionnés sur son site et leur provenance visant à justifier qu'ils ne relèvent pas du statut de déchets, pour lesquels un registre de déchets entrants doit être tenu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois